

LES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS DANS LA RÉSISTANCE ICAUNAISE



Frédéric Gand

En France, les lois d'amnistie concernant les collaborateurs¹ votées dans l'après-guerre n'ont pas éteint le débat sur la Collaboration, qui revient périodiquement occuper les devants de la scène à l'initiative tantôt des associations, tantôt des historiens². Le désir de vérité ne se laisse pas facilement étouffer. L'Espagne est aujourd'hui saisie d'un mouvement partiellement comparable. Les associations d'enfants de républicains espagnols réveillent une histoire longtemps laissée en sommeil et multiplient les manifestations culturelles de part et d'autre des Pyrénées. Ainsi les associations d'enfants de disparus ont-elles convaincu

1. Les lois d'amnistie, celle du 16 août 1947 (du président V. Auriol), et surtout celles des 5 janvier 1951 et 6 août 1953 annulent l'essentiel des condamnations des Cours de justice et des Chambres civiques prononcées à la Libération. Les gouvernements de la Troisième Force ancrés au centre-droit se rallient ainsi à la droite traditionnelle pour faire face au PCF et au RPF de De Gaulle dans le contexte pressant de la guerre froide.
2. Parfois même convoqués au prétoire, comme pour les procès de P. Touvier ou de M. Papon.

en 2008 le juge Baltasar Garzón de lancer la première enquête sur les crimes du franquisme malgré la loi d'amnistie générale votée en 1977. Le juge est désormais poursuivi par plusieurs organisations d'extrême droite, et la société espagnole est profondément divisée. En France, l'histoire de la Résistance espagnole, qui est plus récente, ne s'est pourtant pas imposée au lendemain de la Libération, mais bien des décennies plus tard, sous l'effet du mythe résistancialiste³.

C'est dans ce large contexte que l'association MHRE 89 (Mémoire, Histoire des Réfugiés Espagnols de l'Yonne) a invité L'ARORY (Association de Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne) à étudier les liens unissant la Résistance et les républicains espagnols dans l'Yonne ; sans oublier ADIAMOS 89 dont le rôle fut crucial dans la réussite de ce colloque⁴.

Cette page d'histoire locale mérite indéniablement d'être écrite, en dépit des difficultés. Les sources écrites, pour l'essentiel, se résument aux quelques liasses des Archives départementales⁵ et aux dossiers individuels de demande de carte de combattant de L'ONAC, qui, concernant les Espagnols, sont souvent lacunaires⁶. De leur côté, souvent confrontés à des problèmes d'intégration et absents des associations d'Anciens combattants, les résistants espagnols ont rarement témoigné après 1945. Et la mémoire actuelle des derniers témoins, espagnols ou non, reste partielle⁷. Il faut toutefois ajouter que, depuis une vingtaine d'années

3. Ce mythe forgé par les gaullistes et les communistes présente des Français unis dans la Résistance et pour la libération de la France, occultant ainsi la Collaboration, mais aussi le rôle des Espagnols.

4. L'action conjointe et solidaire des trois présidents mérite d'être saluée : Michel Cordillot pour ADIAMOS 89, Claude Delasselle pour l'ARORY et Francis Romero pour MHRE 89.

5. Essentiellement les dossiers 1 W 192 et 1 W 193. Certaines sources écrites font défaut (CTE, envoi à l'Organisation Todt, etc.).

6. La consultation à l'ONAC de l'Yonne (Office national des Anciens Combattants) des dossiers de carte de volontaire de la Résistance (CVR) et de carte de combattant a permis de retrouver bon nombre de Républicains espagnols. Mes remerciements vont à son directeur, G. Giner, et à son personnel, notamment Arlette Clément et Aurélie Philibert.

7. À l'exception des témoignages recueillis par MHRE 89.

l'historiographie progresse⁸, et que les monographies, encore maigres jusqu'alors, se multiplient aujourd'hui⁹.

Dans l'Yonne, on ne peut rapprocher la Résistance et l'Espagne sans évoquer les figures de Jules Brugot et de Constantino Simo : l'un fut un interbrigadiste et un résistant communiste, l'autre, réfugié espagnol, fut le chef du maquis Paul Bert. Ramon Poyo, un autre réfugié espagnol, nous est en revanche bien moins familier. Ce résistant sédentaire de Briennon, arrêté et déporté à Buchenwald, symbolise ses compatriotes tombés dans l'oubli : il représente l'un des fils d'une histoire en chantier dont il est temps de reconstituer la trame. À travers ces trois hommes, c'est une partie de la Résistance icaunaise qui se joue. J. Brugot symbolise l'engagement espagnol des résistants de gauche, C. Simo incarne le combat des républicains espagnols, tandis que R. Poyo nous invite à ne pas minorer la résistance des Espagnols dans l'Yonne.

Au-delà de ces distinctions, résistants français et républicains espagnols se sont bien épaulés dans la Résistance et ont mené le même combat contre le fascisme. Mais cette fraternité de lutte est loin d'être évidente et mérite interrogation dès lors que l'on se rappelle que les Espagnols avaient été ravalés au rang d'indésirables par la France. Pourquoi et comment les Républicains espagnols se sont-ils alors retrouvés dans la Résistance ? Il faut d'abord envisager quelle attraction l'Espagne républicaine a exercée sur la Résistance de l'Yonne, avant d'aborder l'engagement et l'action

8. La spécialiste de la question est G. Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999 (édition espagnole : Barcelone, Crítica, 2000). Voir les Actes du colloque de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, du Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle et du Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne : P. Milza et D. Peschanski [dir.], *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, notamment la communication de Geneviève Dreyfus-Armand et Denis Peschanski, « Les Espagnols dans la Résistance » ; voir aussi D. Peschanski, *Des étrangers dans la Résistance*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002.

9. J. Sodigne-Loustau, « Les Réfugiés espagnols de la guerre civile en région centre, Cher, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Loiret » ; J.-P. Amalric et M. Goubet, « Les Espagnols et la Résistance dans la région toulousaine » ; J.-M. Guillon, « Italiens et Espagnols dans la Résistance du sud-ouest » ; F. Marcot, « Les Italiens et les Espagnols dans la Résistance franc-comtoise: intégration et particularismes », in Colloque *Exils et migration 1938-1946, op. cit.* Plus récemment : G. Garcia et I. Matas, *La Mémoire retrouvée des Républicains espagnols. Paroles d'exilés en Ille-et-Vilaine*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2005. Sans oublier l'apport des travaux de l'ARORY, et notamment le Cédérom, *La Résistance dans l'Yonne*, 2004.

résistante des réfugiés pour s'interroger au final sur leur éventuelle spécificité.

L'attraction de l'Espagne républicaine sur la Résistance icaunaise

S'engager pour l'Espagne avant de s'engager pour la Résistance

La défense de l'Espagne républicaine a fortement mobilisé la gauche, au point de devenir une composante de la Résistance. Certains résistants, membres de la gauche socialiste ou communiste, d'autres plus rares et moins visibles dans la mouvance démocrate-chrétienne¹⁰, sont d'anciens militants antifascistes des années trente qui ont d'abord appartenu au puissant mouvement pacifiste icaunais¹¹. Ennemis de la veille¹², communistes et socialistes ont donc été membres des comités Amsterdam-Pleyel, avant d'animer ensemble les comités d'aide aux républicains espagnols, de manifester contre les Croix de Feu et pour le Front populaire. La solidarité à l'égard de l'Espagne a constitué un marqueur de l'antifascisme qui est une motivation de l'engagement résistant.

Au sommet ou à la base, ces militants, notamment les communistes, ont évidemment accepté l'inflexion des consignes de leur direction les poussant du pacifisme à la lutte antifasciste. Parmi les responsables figure le sédentaire de La Fourchette (Brion) René Froissart, délégué de l'Yonne au congrès mondial contre la guerre à Amsterdam (août 1932) et haut responsable du Parti communiste de l'Yonne. Arrêté en avril 1940, il s'évade le 7 décembre 1940 du camp de Chibron (Var) et revient clandestinement dans l'Yonne avant son arrestation¹³. Les valeurs de solidarité et de liberté véhiculées par la guerre d'Espagne ont sincèrement convaincu des hommes d'appareil comme l'instituteur Georges Varenne, militant actif du mouvement Amsterdam-Pleyel, qui se laisse persuader

10. Proches du christianisme social et de *Témoignage chrétien*, comme Catherine Janot et les abbés de Puisaye Bruni, Bouillier et Voury, qui condamnent nazisme et franquisme.

11. G. Lavrat, « Le mouvement Amsterdam-Pleyel », in *Cahiers ADIAMOS* 89, « Les Gauches dans l'Yonne (1919-1947) », n° 1, 2008.

12. Le pacte d'unité d'action de juillet 1934 abandonne la ligne « classe contre classe » proclamée par l'Internationale communiste en 1928 et permet l'alliance des communistes et des socialistes.

13. À Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) le 12 février 1942. Il est fusillé le 21 septembre 1942 au Mont Valérien.

de la nécessité d'un recours à la force contre le fascisme et participe à la réorganisation du Parti communiste clandestin dans la Résistance¹⁴. La même situation se retrouve dans le cas de certains responsables socialistes, comme les instituteurs Robert Simon et Jules Pourin, deux dirigeants de comités départementaux. Le premier¹⁵, trésorier du comité départemental d'aide à l'Espagne républicaine, est successivement membre de plusieurs organisations de résistance (Organisation spéciale du Parti communiste, Mission Dastard du BCRA et groupe FTP), tandis que le second préside plusieurs comités départementaux¹⁶, parmi lesquels le comité d'aide à l'Espagne républicaine, avant d'entrer au comité directeur du Front national dans la Résistance.

Les militants de base n'échappent pas à la règle. L'institutrice communiste Mariette Minard, d'abord résistante à Tonnerre aux côtés de son époux Abel Minard, puis à La Fourchette dans le groupe FTP Minard, a porté assistance aux réfugiés espagnols du Tonnerrois dès 1937 à Dannemoine¹⁷. L'instituteur socialiste Marcel Poux, jeune militant socialiste des cercles Jean Jaurès, participe à l'accueil des réfugiés espagnols à Migennes, avant de devenir un résistant sédentaire de Fouronnes en 1943.

Il serait facile – et juste – d'objecter que l'engagement résistant ne se limitait pas à la défense de l'Espagne, mais comment ne pas constater que la guerre d'Espagne a servi de révélateur du credo antifasciste ? Les liens tissés dans le combat antifasciste d'avant-guerre se sont parfois renoués dans la Résistance sur la base de solidarités militantes. Ainsi se sont constitués les petits groupes FTP sénonais Émilien Jacquin et Édouard Boigegrain autour de Gilbert Praz et de Raymond Mare. Ces sédentaires sont des socialistes, qui se sont côtoyés au sein du mouvement Amsterdam-Pleyel, dans les luttes de 1936, et dans l'aide aux Républicains espagnols. André Machavoine (« Lulu »), chauffeur au « Tacot » et membre des Jeunesses communistes, collecte dans la campagne sénonaise au profit des républicains espagnols avant d'intégrer le groupe Boigegrain de Raymond Mare. Il sera même plus tard l'un des premiers maquisards de la compagnie Paul Bert commandée par Constantino

14. Ce résistant communiste, parti dans le convoi des « 45 000 », est mort en déportation.

15. Robert Simon est farouchement pacifiste, au point d'être munichois et déserteur. Il adhère au Parti communiste en juillet 1942.

16. Notamment les comités d'Unité d'action antifasciste, du Front populaire, et de soutien aux grévistes.

17. Elle adopte même quelque temps la jeune Rosita Melo (12 ans) parce qu'elle la croit orpheline. Témoignage livré le jour du colloque par Rosita Melo en personne.

Simo. On pourrait également objecter, toujours à juste titre, que ces actions de solidarité envers les réfugiés espagnols étaient encouragées par les directions nationales des partis. Il apparaît pourtant qu'au-delà des consignes politiques, certains résistants ont forgé de sincères liens familiaux avec les réfugiés. André Vildieu, résistant sédentaire FTP de Coulanges-la-Vineuse et responsable de la presse clandestine, accueille chez lui une famille de réfugiés espagnols. Antoine Sylvère, membre du Parti communiste, milite activement pour les républicains espagnols et adopte Rosita, une petite orpheline espagnole, avant de fonder un groupe de résistance à Quarré-les-Tombes en 1941¹⁸. Léon Quarton, ouvrier-charpentier en bateau à Migennes, membre du groupe FTP Riglet, organise l'accueil d'une cinquantaine d'enfants espagnols à Migennes et se marie avec une réfugiée, Maria Ruiz-Fernandez. Cet exemple est un modèle pour Luc Berton, dont l'engagement se rattache nettement à la cause espagnole. Ce cheminot, sans appartenance communiste, devenu résistant de l'antenne migennaise du groupe Bayard, justifie ainsi son engagement : « par l'affaire des enfants espagnols dont s'était occupé un des premiers résistants, Léon Quarton [...] et comme ma femme avait un petit enfant espagnol¹⁹ [...] »

La Résistance ou la poursuite du combat antifasciste

La lutte conduite par le Parti communiste français²⁰ pendant la guerre d'Espagne s'est prolongée dans la Résistance au nom de l'antifascisme. Les premières traces laissées dans l'Yonne sont celle d'un dépôt d'armes. D'après le résistant Robert Loffroy, la ferme de René Froissart située au hameau de la Fourchette avait accueilli pendant la guerre d'Espagne de nombreux volontaires partant combattre dans les Brigades internationales aux côtés des républicains, et elle aurait aussi abrité un important stock d'armes :

Selon toute vraisemblance, ces armes étaient destinées à passer clandestinement en Espagne. Un frère de René Froissart, Jean Froissart, communiste également, était un petit transporteur en région parisienne. Pendant toute la durée de la guerre d'Espagne, aidé financièrement par le Parti communiste, il avait passé de l'autre côté des Pyrénées les produits de la solidarité au peuple espagnol, et sans doute aussi, en contrebande, de l'armement. On peut supposer que lors de l'effondrement de la

18. Au Moulin Simonneau, entre Quarré-les-Tombes et Saint-Léger-Vauban, et qui est à l'origine du maquis Camille dont il est question plus bas.

19. In J. Rolley, *L'Engagement dans la Résistance*, Auxerre, ARORY éd., 1999, p. 81.

20. En désaccord sur la politique de non-intervention du gouvernement du Front-populaire. Voir la communication de Guy Lavrat dans ce volume.

République espagnole, il n'avait pu franchir la frontière, et qu'au retour, il se serait débarrassé de son encombrant chargement chez son frère René, à la Fourchette²¹.

Ce premier dépôt d'armes²² aurait été constitué durant l'hiver 1940-1941, avant d'être transféré à Champvallon chez Charles et Clémence Dupuis. Les armes auraient été enlevées de février à juillet 1942 pour armer des résistants de la région parisienne, non sans risque pour les Dupuis²³. De son côté, le militant communiste Jean Longhi, futur responsable du maquis Camille, est envoyé en Espagne par le PCF pour diriger un atelier de fabrication d'armes²⁴. Après son retour en France en 1939, il vient se cacher dans le Morvan, près de Quarré-les-Tombes, où, accompagné d'Antoine Sylvère et de Paul Bernard, il réceptionne pour la résistance communiste un parachutage d'armes du BCRA le 22 novembre 1942²⁵.

Plusieurs résistants ont par ailleurs un passé de brigadiste antifasciste²⁶ qui, pour certains, nous est mal connu. Jules Brugot, résistant communiste fusillé comme otage à Auxerre le 13 janvier 1942, s'est trouvé plongé dans la guerre d'Espagne dès ses débuts. Au moment du coup d'État militaire en juillet 1936, il est à Barcelone pour participer aux Olympiades démocratiques dans la catégorie course de fond. Il est un des premiers Français à rejoindre le camp républicain, d'abord au sein des milices basques, puis dans les Brigades internationales. Son expérience militaire (capitaine deux fois blessé) lui permet, de retour à Auxerre, où il est contremaître de l'entreprise de Travaux publics Traverse, de prendre la responsabilité de la Jeunesse communiste²⁷. Henri Mennecart (« Wandhuyt ») devient chef du maquis Aillot (Libération-Nord) au printemps 1944 en raison de cette même expérience militaire acquise au cours de la guerre d'Espagne. Le résistant Georges Navotte, chargé par le responsable de Libération-Nord Jean Chapelle d'installer le maquis Aillot à Vireaux, lui en confie

21. R. Loffroy, *Mémoires*, manuscrit inédit. Il n'a jamais eu confirmation de son hypothèse.

22. Six valises contenant huit pistolets-mitrailleurs, des revolvers et trente mille cartouches.

23. Assistés du commissaire Grégoire, les policiers de la Brigade spéciale remontent la filière et arrêtent Clémence et Charles Dupuis le 19 août 1942. Clémence meurt d'épuisement le 8 mars 1943 à Mauthausen.

24. Un atelier de pistolets mitrailleurs Beretta situé à Alberique (Valence).

25. Il gagne ensuite la Nièvre pour y fonder avec Paul Bernard (Camille) le maquis Camille. Voir à ce sujet le Cédérom, *La Résistance dans l'Yonne*.

26. Voir la communication de Rémi Skoutelsky qui tempère l'antifascisme de certains brigadistes.

27. Voir l'article de Michel Cordillot dans ce volume.

le commandement alors qu'il travaille clandestinement sur un chantier forestier. Combattant des Brigades internationales, blessé lors de la bataille de Teruel en 1938, ce sergent devient ensuite l'un des bras droits de Chapelle, notamment lors de la reconnaissance des Îles Ménéfrier et des combats de la Libération²⁸.

Bernard Cunin combat dans les Brigades internationales de janvier 1937 à janvier 1939 et achève son parcours résistant dans l'Yonne à partir d'avril 1944. Il seconde Olivier Ancel (« Félicien ») dans l'installation du Service National Maquis, destiné à former les noyaux de futurs maquis. Il installe le noyau du Maquis 3, à la ferme des Vrines, à proximité de Saint-Sauveur-en Puisaye, où, coïncidence, se trouve déjà un groupe d'Espagnols dont la genèse est expliquée plus loin. Benjamin Le Maître, secrétaire de la section communiste de Vincennes à l'époque du Front populaire, sert dans les Brigades internationales de novembre 1936 à novembre 1938 et est commissaire politique dans différents bataillons. De retour à Paris, il devient secrétaire régional du comité d'aide à l'Espagne républicaine de Paris-Est en juillet 1939. En août 1944, il intègre le comité militaire régional des FTP de l'Yonne (en qualité de commissaire aux effectifs régionaux) en remplacement de Maurice Sellier. Selon R. Loffroy, son expérience d'officier lui permet d'intervenir pour faire régner la discipline au sein des compagnies Pierre Dumont et Rouget de Lisle (2^e). D'autres résistants icaunais ont été des brigadistes dont le parcours nous échappe. André Desvignes²⁹, résistant aux côtés de Jules Bugot est arrêté à Auxerre quelques jours après lui et a peut-être côtoyé son chef en Espagne. Même incertitude pour Savenaud, dit « Lucien », responsable interrégional du Parti communiste de décembre 1942 à avril 1943, ou pour Émile Dutel, dit « Siki », chef du groupe « Victoire » intégré par la suite à la compagnie FTP Rouget de Lisle.

Tous ces hommes ont donc mené le même combat antifasciste depuis le milieu des années trente jusqu'à la fin de la guerre, une perspective

28. Insoumis et interné à la prison de Doullens (Somme), il s'évade en 1942 et se cache dans les chantiers forestiers de Vireaux près de Tonnerre. Il participe à la constitution du régiment Verneuil, commandant la 1^{re} compagnie à la tête de laquelle il trouve la mort au cours d'un accrochage au sud de Pontaubert le 24 août 1944.

29. Dont le passé de brigadiste est évoqué par M. Cordillot, *art. cit.* À noter que d'après R. Loffroy, il y avait eu à Guerchy un autre brigadiste probablement mort en Espagne dès 1936, Roger Salonas.

accréditée par des historiens comme Pierre Laborie ou Eric J. Hobsbawm³⁰. Mais ce combat était-il aussi facile à mener pour Républicains espagnols de l'Yonne ?

L'engagement problématique des Républicains espagnols

Leur engagement se démarque en effet profondément de celui des Français, et ne peut se comprendre sans revenir sur les conditions particulières de leur statut, et sur le rôle respectif des autorités vichystes et de l'Occupant allemand. Les premières formes de résistance nous apparaissent en creux, faute de témoignages, et à partir de sources préfectorales qu'il convient d'interpréter avec prudence. De plus, aux premiers temps de l'Occupation « la colonie espagnole » de l'Yonne n'est pas en mesure de s'organiser. Éclatée sur les routes de l'Exode, clivée par la ligne de démarcation et internée en zone sud, elle relève lentement la tête.

Une communauté éclatée et surveillée

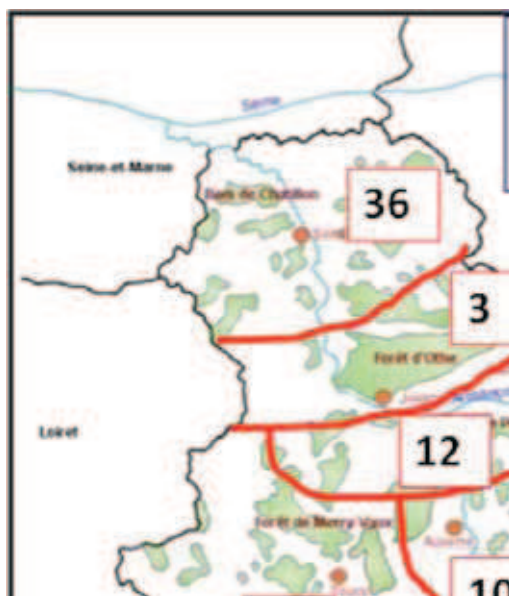
Que sait-on d'abord de ces réfugiés de la *retirada* installés dans l'Yonne entre février 1939 et juin 1940 ? Grâce aux recherches d'Ivan Larroy, leur situation nous est désormais mieux connue. Leur nombre s'élève à 5 000 personnes au moins, et se partage entre civils et miliciens : les premiers, pour un petit tiers, composés surtout de femmes et d'enfants, les seconds concentrés dans les CTE (Compagnie de travailleurs étrangers – sous contrôle militaire) de Cravant, Chemilly et Saint-Florentin, établissements à caractère industriel et militaire. Au lendemain de l'armistice, leur effectif s'évanouit sur les routes de l'Exode et est au moins divisé par dix, sans qu'il soit possible de donner des chiffres précis. Les prestataires des CTE dont le statut n'était pas reconnu par la Convention d'armistice sont partis les premiers pour échapper à la déportation en Allemagne³¹. Et si le réflexe antifasciste a poussé tous les réfugiés à la

30. P. Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Le Seuil, 2003 et Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1999.

31. Les Espagnols ne sont pas considérés comme des soldats de l'armée régulière et n'ont pas le statut de prisonniers de guerre. Capturés par les Allemands sur le front, où les CTE étaient nombreuses, ils sont les premiers déportés du sol français en 1940 et se retrouvent dans les stalags. Ils en seront retirés pour être transférés prioritairement au camp de Mauthausen, marqués d'un « S » (pour *Rote Spanier* – Espagnols rouges) ou du triangle bleu des apatrides.

fuite, on peut penser que les civils, placés à la campagne et donc moins visibles, ont connu un départ moins définitif. La liste préfectorale du 4 octobre 1940, qui évalue leur nombre à 600 environ, semble le confirmer. Les campagnes ont mieux abrité les Espagnols qui y travaillaient, ainsi que ceux qui fuyaient les CTE ou la Légion étrangère. On retrouve par exemple José Fortuny Camarassa, membre de la 65^e CTE à Cravant en 1939, dans l'équipe de bûcherons espagnols du père de François Solano en 1941 à Saint-Sauveur.

Fig. 1 - La communauté réfugiée espagnole dans l'Yonne en 1940



La liste préfectorale du 4 octobre 1940 fait état d'environ 600 personnes, comprenant une centaine de femmes et le double d'enfants. Majoritairement agricole par obligation (abstraction faite de leurs compétences) avec une soixantaine de bûcherons et 140 actifs agricoles, cette population est souvent célibataire et relativement jeune, puisque la moitié des hommes ne dépasse pas 30 ans, tandis que l'autre est essentiellement trentenaire. Seule une cinquantaine d'hommes a plus de 40 ans.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010,
d'après Arch. Dep. de l'Yonne 1 W 192

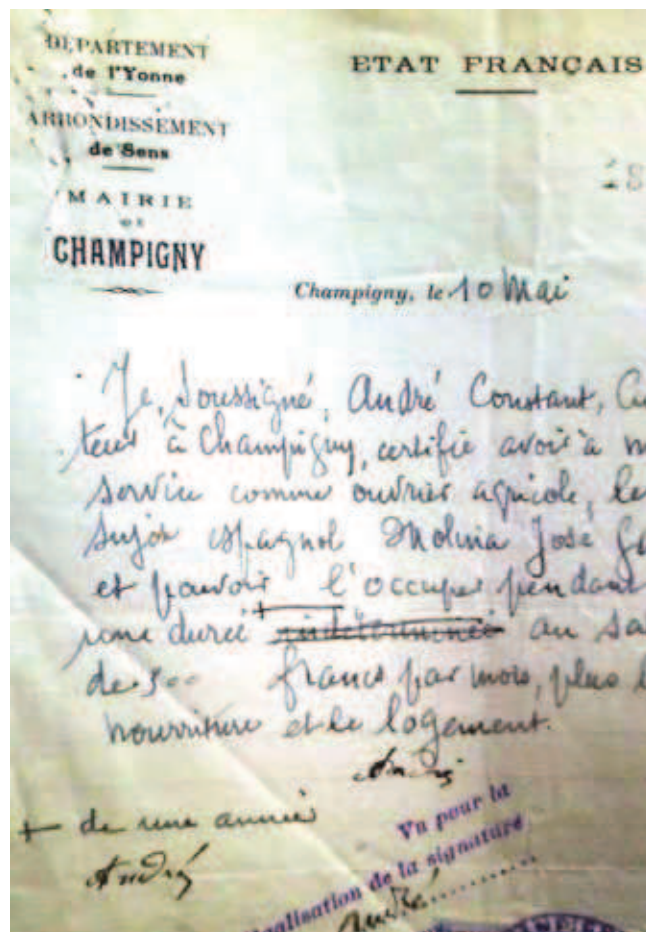
Mais aucun élément de la liste ne permet d'en dégager, sinon rétrospectivement, des traces d'activisme politique ou d'organisation. À cette date, le régime de Vichy n'a d'ailleurs pas encore durci sa politique répressive à l'égard des Espagnols, et il adopte à leur égard la même attitude que la Troisième République finissante : l'internement et l'exploitation. Le

réfugié est un indésirable et un indigent qu'il faut contrôler et utiliser³², mais d'abord dans une logique économique de travail forcé. Cette liste préfectorale, réalisée sur des critères professionnels par le service « étrangers » et son office de placement, est bien conçue pour réguler le marché du travail : c'est une priorité pour l'administration française encore peu méfiante à l'égard des Républicains espagnols.

Fig 2 - Le contrôle administratif des réfugiés



32. Il n'y a malheureusement guère de différence à l'égard des étrangers entre la Troisième République et les débuts du régime de Vichy, entre Daladier et Pétain. Dans un contexte de guerre, de difficultés économiques et de xénophobie, le gouvernement Daladier transforme l'étranger – le réfugié espagnol – en « indésirable », soumis à l'effort de guerre. Le décret-loi du 12 novembre 1938 ouvre des « centres spéciaux » pour ces « indésirables », épithète reprise par Pétain lors de son entrevue diplomatique du 8 juillet 1940. Le décret du 12 avril 1939 crée les CTE et oblige les étrangers bénéficiant du droit d'asile – majoritairement espagnols – à fournir des prestations sous forme de travail en remplacement du service militaire.



Tout réfugié espagnol doit se mettre en règle, posséder une carte d'identité d'étranger et justifier d'une attestation d'employeur. Le service « étrangers » de la Préfecture, aidé de son office de placement, contrôle le travail de ces « asilés » dont la police surveille la moralité et l'activité politique.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après Arch. Dep. de l'Yonne1078 W 292

À l'époque, Vichy espère encore leur départ rapide vers le Mexique, après un accord conclu le 22 août 1940 à Vichy entre les deux États, et finalement resté sans lendemain³³. Et c'est encore dans cette optique que

33. Les Allemands refusèrent l'accord au nom de la Convention d'armistice, arguant qu'il était dangereux de fournir des forces à un ennemi potentiel. Le nouveau président mexicain élu en décembre 1940, Manuel Avila Camacho, ne suivit pas son prédécesseur et prétexta la lourde charge des frais de transport que l'accord imputait au Mexique, sans parler du racisme de ses compatriotes. Voir D. Rolland, « Aperçus sur la réémigration vers l'Amérique latine des réfugiés espagnols en France pendant les années de guerre », in Actes du Colloque *Exils et migration*, *op. cit.*

la loi du 27 septembre 1940, d'abord destinée à la zone sud, permet au régime de Vichy de favoriser la main-d'œuvre française au détriment des étrangers, en transformant au besoin les CTE en « Groupes de travailleurs étrangers » (GTE)³⁴.

Ce même 27 septembre 1940, l'autorité allemande promulgue sa première ordonnance contre les juifs, obligeant, entre autres, les préfetures de zone occupée à procéder à leur recensement³⁵. Le lendemain, la *Feldkommandatur* d'Auxerre somme la Préfecture de l'Yonne de dresser pour le 4 octobre la liste exhaustive des réfugiés espagnols de l'Yonne qui y « résident encore », et qu'elle qualifie de « rouges »³⁶. La politique répressive et raciste du Reich s'impose clairement à une administration préfectorale qui ne la pratique pas encore.

Des soupçons de résistance

L'affaire de la Tarragonaise Maria Merino Bergano³⁷ constitue une bonne illustration de ce décalage. Réfugiée à Villemanoches en février 1939, elle est placée en novembre au camp de Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes³⁸, dont elle est autorisée à sortir en décembre pour soigner le grand mutilé de guerre Paul Villiers, qui avait beaucoup œuvré à l'accueil des Espagnols à Villemanoches aux côtés de l'adjoint au maire

34. Camps de travail majoritairement composés d'Espagnols, encadrant 40 000 personnes en 1941. Au départ, ils servent à exclure les étrangers du marché du travail au retour des Français, démobilisés ou revenant d'exode. Ils compensent par la suite l'absence des prisonniers de guerre. Sur les camps français voir D. Peschanski, *Les Camps français d'internement. L'internement en France 1938-1946*, Thèse de doctorat, A. Prost [dir.], Université Paris 1, 2000.

35. Vichy aggrave leur sort quelques jours plus tard par le premier statut juif français du 4 octobre 1940.

36. Cette exigence est peut-être à rapprocher de la réaction allemande en Charente-Maritime face au sabotage de lignes téléphoniques militaires à proximité du camp d'Espagnols de Montendre. Sous la pression allemande, le préfet prit des mesures de refoulement des « indésirables », finalement sans effet. D'après D. Peschanski, *Les Camps français d'internement, op.cit.*

37. Épouse d'André Gonzales, un milicien probablement victime de ses blessures, elle recherche en France Angèle, une orpheline qu'elle avait élevée toute petite à Tarragonne. AD Yonne, 1 W 192.

38. Ancienne gare réaffectée en camp entre 1937 et 1939 pour accueillir les Espagnols. En décembre 1940, les Allemands y placent les « indésirables », essentiellement polonais, des départements atlantiques (zone interdite). Ils sont remplacés en juin 1941 par des nomades. Une poignée d'Espagnols s'y trouvait en 1944.

Tonnelier³⁹. En novembre 1940, elle est arrêtée après dénonciation par la *Kreiskommandantur* de Sens, qui la fait incarcérer à Auxerre, et charge la police française de vérifier sa culpabilité, lui laissant toute latitude d'élargissement. Le 30 novembre 1940, le commissaire des Renseignements généraux Bricau la libère donc après enquête. Mais en janvier 1941, la *Feldkommandantur* d'Auxerre réclame son internement, qui est accepté par principe par le préfet, ce dernier proposant de la placer au camp de Saint-Maurice, sans confirmation ultérieure des documents. Les autorités allemandes, dont la plus haute représentation dans l'Yonne est la *Feldkommandantur* d'Auxerre, considèrent donc que, du fait de son statut de « communiste espagnole », Maria Merino doit être internée, mais pas forcément incarcéré⁴⁰. Une nuance que ne perçoivent pas les autorités françaises, ni le Commissaire Bricau qui a pourtant découvert de son côté qu'elle fréquentait le milieu communiste français⁴¹. Maria Merino pourrait donc avoir participé à une première forme de résistance dans les camps. Pourtant le préfet Bourgeois, informé de l'enquête, ne s'en alarme pas, alors même qu'il traque les militants communistes et ouvre le centre d'internement administratif de Vaudeurs en janvier 1941⁴².

À la même époque, d'autres documents confirment la politique d'exclusion du Reich et suggèrent une hypothétique action de résistance de trois réfugiés espagnols. Au début de septembre 1940, Mariano Hurtado, François Garnez Riquelme et Julien Medina sont arrêtés par les Allemands et emprisonnés à Auxerre, sans que le motif nous soit connu. Ils se cachaient probablement dans l'Yonne, où ils étaient bûcherons

39. Tout réfugié espagnol réclamé par un parent résidant régulièrement en France, pouvait sortir de son camp selon la circulaire du ministre de l'Intérieur de juillet 1939. M. Villiers, héros de la Grande Guerre et soutenu par l'adjoint au maire de Villemanoche, se proposait d'épouser Maria Merino et obtint ainsi sa libération.

40. La chasse aux communistes n'est pas une priorité allemande avant l'invasion de l'Union soviétique le 22 juin 1941.

41. Elle tient des propos révolutionnaires quand elle est logée à la salle de réunion de la mairie de Villemanoche et fréquente au camp de Saint-Maurice, selon Heinselin, son directeur, des éléments communistes de passage, Marcel Chauvet et Maurice Métra, amis de vacances des jeunes espagnoles Josefa Cardo et Herminia Fernandez, et y reçoit la Parisienne Gilberte Gaillet, qualifiée d'« extrémiste de gauche ».

42. Arrêté préfectoral du 11 novembre 1940 interdisant la diffusion de tracts, révocation en décembre de 16 instituteurs ayant participé à la grève du 30 novembre 1938, premières arrestations : cette politique préfigure la première répression des communistes de l'été 1941, à laquelle participe le nouveau commissaire René Grégoire.

avant la guerre⁴³. Les deux premiers sont condamnés à une expulsion en zone sud par le haut commandement parisien. En attente de leur ordre d'expulsion, la *Feldkommandantur* d'Auxerre les confie à l'administration française avec obligation de surveillance. L'office de placement préfectoral affecte les trois hommes à leurs anciens employeurs, sous condition de présentation tous les trois jours aux brigades de gendarmerie de Cruzy et de Vézelay. Le 25 novembre, le commissaire Bricau, alors en pleine enquête sur Maria Merino, est chargé de l'acheminement en zone libre de M. Hurtado et de F. Garnez via Chalon-sur-Saône, une opération finalement réalisée le 2 décembre sous escorte française et avec un rapport envoyé aux Allemands.

Résister à l'exploitation et à l'internement

Les documents et les témoignages ne nous renseignent guère jusqu'à la fin de l'année 1942, mais laissent apparaître deux constantes : la peur des organisations espagnoles du côté des autorités, et la recherche de la liberté du côté des réfugiés. Au lendemain de la suppression de la ligne de démarcation, inquiet d'une recrudescence de la propagande communiste, et surtout libertaire dans les milieux espagnols, Vichy enjoint aux préfetures de zone nord de lui adresser un fichier politique des réfugiés « en vue de rendre la répression plus efficace⁴⁴ ». Si ce fichier est aujourd'hui introuvable, il existe en revanche une seconde liste, datée du 26 juin 1943 et dressée par le commissaire spécial Grégoire, intitulée : « Espagnols asilés dans mon département considérés comme plus ou moins suspects ou dangereux pour l'ordre public⁴⁵. » Elle comporte 141 suspects qui font l'objet d'une surveillance synthétisée par un bulletin mensuel jusqu'en 1944, et qui se solde dans chaque cas ou presque par la mention établie : « Aucune propagande dans la colonie espagnole. » La comparaison avec la liste d'octobre 1940 pose, entre autres problèmes, celui de la diminution de la communauté réfugiée espagnole, dont le nombre a baissé de moitié⁴⁶. Certains réfugiés ont-ils été déportés avant la rédaction

43. Les deux premiers étaient employés par M. Cerveau à Cruzy-le-Châtel, et le dernier par M. Tapia à Lichères-sur-Yonne. AD Yonne, 1 W 192.

44. Par circulaire du ministère de l'Intérieur du 13 novembre 1942, demandant une fiche anthropométrique et dactyloscopique comportant une photo de face et de profil. Absent des Archives départementales, il a pu être constitué et envoyé au gouvernement de Vichy.

45. AD Yonne, 1 W 193.

46. La liste de 1940, établie sur demande allemande, est conçue dans une logique économique de gestion de la main-d'œuvre étrangère ; celle de 1943 n'est faite que

de cette liste⁴⁷ ? Grégoire n'y a-t-il retenu que les éléments réellement suspects, ou bien nombre d'Espagnols ont-ils quitté le département ? S'il est probable que les deux listes soient lacunaires, et de ce fait difficiles à rapprocher, il n'est pas impossible de penser que les Allemands, dont les archives nous manquent ici, ont pour partie envoyé travailler les Espagnols manquant à l'appel soit sur les chantiers atlantiques de l'organisation Todt, soit en Allemagne. Et ce sans que les dossiers préfectoraux d'envoi de main-d'œuvre à cette même organisation ne nous renseignent, car ils ne mentionnent aucun Espagnol⁴⁸. On sait en effet qu'à l'échelle française, sur une population d'environ 130 000 réfugiés espagnols, un bon tiers y est parti⁴⁹. Reste l'hypothèse de la clandestinité, celle de la fuite, ou de la dissimulation pour éviter les arrestations et le STO.

À partir de 1942, ce sont les arrestations françaises qui nous font présumer d'une forme de résistance itinérante. La Collaboration d'État conduit les services préfectoraux à satisfaire les exigences de la *Gestapo*⁵⁰ en matière de main-d'œuvre et aggrave la répression. De petits réseaux de solidarité clandestine, parfois tissés dans l'avant-guerre, permettent de s'y soustraire sans que l'on puisse véritablement parler d'organisations. À Mézilles, le père de François Solano est ainsi à la tête d'un petit groupe d'Espagnols susceptible d'abriter un compatriote en fuite.

sur demande des Services de sûreté de Vichy, et selon une logique politique. Elle ne mentionne plus les professions et les familles. Il n'est pas exclu que, devant l'échec du STO, cette main-d'œuvre de « suspects » ait constitué une réserve pour épargner les travailleurs français et pour face aux exigences de main-d'œuvre de F. Sauckel.

47. On compte 8 000 déportés espagnols à l'échelle française, dont une partie fut fournie aux autorités allemandes par le Commissariat à la lutte contre le chômage de Vichy, mais aussi par l'administration préfectorale. Dans l'Yonne, sur la dizaine d'Espagnols déportés connue à ce jour, quatre reviennent et deux survivent. Voir la liste en annexe.
48. AD Yonne, 1 W 403.

49. Vichy et son nouveau Commissariat à la lutte contre le chômage (octobre 1940) a fourni 27 000 Espagnols à l'Occupant, essentiellement à partir des GTE de zone sud ; mais à partir de 1943, la zone nord n'est plus épargnée.

50. En réalité le service de sûreté allemand appelé SD (*Sicherheitsdienst*) et dirigé à Auxerre par Karl Haas.

Fig 3 - La Solidarité des réfugiés du camp du Barcarès (Pyrénées orientales), 1939



Après l'internement, comme 80 000 autres Espagnols, dans les camps provisoires du Barcarès, de Saint-Cyprien et d'Argelès-sur-Mer sur les côtes du Languedoc, François Solano intègre une CTE basée dans la région de Sedan. Accompagné de son père, qui l'a retrouvé sur le front, il s'installe en Puisaye par le biais d'un compatriote de Saints, Antoine Eito. Il s'intègre facilement à la population de Saint-Sauveur, où il travaille et réussit à obtenir des papiers d'identité grâce au maire. À Mézilles, son père dirige de son côté une équipe de bûcherons espagnols (Gonzalo Moreno et Fortuny Camarassa) dans une coupe de bois isolée. Mais à l'été 1941, après une arrestation allemande survenue à Saint-Sauveur, François Solano gagne la clandestinité et rejoint son père.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après Coll. Privée

L'Yonne est traversée par des réfugiés évadés des chantiers de l'organisation Todt qui y cherchent refuge chez un parent ou un ami, voire qui retournent chez leur ancien employeur, comme les documents le laissent pressentir à Chailley, à Villeneuve-sur-Yonne, ou à Mézilles. C'est par exemple le cas de Bartolomé Martinez-Fernandez, qui a quitté l'usine de Fumel (Lot-et-Garonne) pour rejoindre son oncle à Gurgy (voir fig. 4). Tous deux sont alors embauchés clandestinement par un employeur amical ou intéressé, mais doivent bénéficier de la protection du maire, qui n'est pas légalement obligé de déclarer les étrangers de sa commune

avant l'ordonnance allemande d'août 1943 (voir fig. 4)⁵¹. Les gendarmes de l'Yonne, qui interceptent ces Espagnols dépourvus de carte d'identité d'étranger, les remettent ensuite à la disposition de la *Gestapo*, qui décide soit de leur surveillance, soit de leur retour immédiat au camp sous escorte.

Fig. 4 - Le sort immédiat des réquisitionnés espagnols arrêtés dans l'Yonne (1942-1944). (source : Arch. Dep. de l'Yonne, 1 W 192)

Réfugiés maintenus dans l'Yonne

	évadés des camps Todt	arrivés dans l'Yonne	et objets d'une
José GARCIA	Camp de Bordeaux	Auxerre avril 1942	surveillance
Isidoro GRACIA- ARMILLAS	Camp de La Rochelle-Pallice	Esnon avril 1942	surveillance
Graines BLASI Olivier SERRA Ramon ZAPATA Oliveiro CARRARA Pedro RUIZ	Camp de Montoire- de-Bretagne (Loire-Atlantique)	Chailley juin 1942	arrestation par la brigade de Briennon et condamnés à un mois de prison
Bartolomé MARTINEZ- FERNANDEZ	Usine de Fumel (Tarn-et-Garonne)	Gurgy décembre 1942	surveillance
Pascal ALERANY Gregorio SERRANO	Camp de Lorient	Villeneuve-sur- Yonne janvier 1943	arrestation par la brigade de Villeneuve
Benito GARCIA HERNANDEZ	Camp de La Rochelle		arrestation par la brigade de Villeneuve

*Refugiés renvoyés dans leur camp sur demande de la gestapo
d'Auxerre*

Thomas PERALTA Benito BLASQUEZ	Évadés du camp de Saint-Nazaire en mars 1943 pour se réfugier à Mézilles, puis arrêtés et escortés au camp de Saint-Nazaire en mai 1943 par la brigade d'Auxerre.
Vincente UROZ-DIEZ	Escortés au camp de Ploermeur (Morbihan) en février 1944 par la brigade de Migennes.

51. Il s'agit de l'ordonnance du 14 août 1943 obligeant à déclarer le « lieu de séjour incombant aux personnes étrangères à la commune » et luttant contre tout réquisitionné ou réfractaire au STO, français ou étrangers. Le maire de Mézilles signale pourtant la présence de Thomas Peralta et de Benito Blasquez en mars 1943. AD Yonne, 1 W 194.

L'entrée en résistance des réfugiés n'est donc pas soumise aux mêmes contraintes et aux mêmes motivations que celles des Français. Le réfugié, d'abord soucieux de retrouver les siens et d'échapper au travail forcé, gagne la clandestinité et se cherche une planque, de préférence à la campagne, pour éviter la déportation en Allemagne. Mais l'arrivée dans un village passe difficilement inaperçue, et l'oblige à une fréquente mobilité pour éviter les dénonciations et les signalements des maires, à moins de vivre en marge dans la forêt, sans trop se lier à la population. Comment dès lors trouver les voies de la Résistance et pourquoi se battre pour un pays qui vous interne depuis l'avant-guerre ?

La Résistance des réfugiés

S'il n'y a pas eu d'organisation espagnole dans l'Yonne, sinon de manière embryonnaire et fugace, les résistants espagnols ont pourtant été plus nombreux qu'on le pensait. Déjà parfois clandestins, ils sont entrés dans différentes organisations à partir de 1943, et ont coudoyé dans les maquis les réfractaires au STO.

Les balbutiements de la MOI dans l'Yonne

Après la *retirada*, les premières formes de résistance espagnole sont nées dans les camps du sud (Argelès, Saint Cyprien, Le Barcarès) pour poursuivre en France le combat antifasciste. Ces organisations ont effleuré notre département, où on peut relever quelques tentatives d'implantation de la MOI (Main-d'œuvre immigrée)⁵². D'abord par le biais d'un responsable du Parti communiste espagnol, Antonio Garcia Martin, répondant au pseudonyme de « Joseph Moreno », et dont l'existence nous est confirmée par Robert Loffroy, responsable FTP des premiers groupes sédentaires, avec lequel il était entré en relation pour orienter les étrangers vers les maquis FTP⁵³. Employé du camp de Varennes, où il est domicilié chez ses parents, Antonio Garcia dirige un petit groupe de sabotage, qui

52. Francs Tireurs et Partisans Main-d'œuvre Immigrée (FTP-MOI), cette organisation communiste est dirigée par Joseph Epstein, communiste polonais et ancien des Brigades internationales, et se compose de plusieurs sections étrangères. Missak Manouchian, arrêté avec son groupe en 1943 et stigmatisé par la propagande allemande autour de l'Affiche rouge, est son plus célèbre représentant. Le menuisier espagnol et responsable des Jeunesses communistes Celestino Alfonso figurait parmi les vingt-trois résistants fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Voir le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* et S. Courtois, D. Peschanski, et A. Rayski, *Le Sang de l'étranger: les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.

53. Manuscrit inédit, *op. cit.*

réussit notamment à paralyser un train allemand chargé de bombes à la sortie du camp. Il est également l'un des fondateurs en France de l'Union Nationale Espagnole (UNE), un mouvement de résistance lancé par le Parti communiste espagnol (PCE) en novembre 1942⁵⁴ pour rassembler, à la manière du Front national français, plusieurs sensibilités de gauche : communistes, socialistes et libertaires⁵⁵. Recherché à ce titre en France par la XI^e brigade de police judiciaire de Dijon, et dans l'Yonne par le commissaire Grégoire, il quitte le département après l'arrestation par ce dernier, les 19 et 20 décembre 1942, de trois de ses compagnons : Juan Gomez, aide de culture à Lignorelles chez Gervais Lavantureux, Ramon Poyo, tailleur à Briennon, et José Menguiano, bûcheron à Mézilles. Arrêtés pour activité communiste, ils sont livrés aux Allemands⁵⁶. Antonio Garcia Martin gagne alors la Bretagne et, après un passage à Rennes à l'été 1943, devient le chef du groupe FTP-UNE de Brest. Arrêté le 28 mars 1944 par la *Gestapo*, il est emprisonné à Quimper et fusillé à Penmarc'h le 21 avril suivant⁵⁷.

Après lui, la MOI est en partie animée par Domingo Bellavista (« Domino »), qui, après avoir connu les camps de La Tour Carroll et de Septfonds, rejoint l'Yonne et devient bûcheron à Coulangeron près d'Ouanne. À l'automne 1942, il recrute auprès des réfugiés espagnols et est en contact avec le Front national de Diges. En février 1943, il y constitue le noyau du détachement Jean Jaurès de la compagnie FTP Pierre Dumont. Au même moment, le célèbre écrivain Jorge Semprun, dit « Gérard », résistant espagnol de la MOI, se retrouve dans l'Yonne sans qu'il y ait de relations entre son groupe parisien et celui d'Antonio

54. Il s'agit de la réorganisation et de l'unification de la Résistance espagnole sous l'égide du PCE avec un volet militaire (le maquis du sud-ouest constitué de vétérans du XIV^e corps de guérilleros de l'armée républicaine) et un volet civil, l'*Unión nacional española* (UNE) créée le 7 novembre 1942. Dans les deux cas la mise en place de maquis est l'objectif à atteindre, compte tenu de l'expérience militaire acquise en Espagne, pour fournir des troupes de lutte contre l'occupant avant la reconquête de l'Espagne.

55. Au-delà du consensus antifasciste, socialistes et anarchistes restent divisés et désorganisés jusqu'à la fin 1942. Les dirigeants sont internés ou exilés en Amérique latine. En France, le Parti communiste espagnol (PCE) est interdit et traqué.

56. Un grande vague de répression frappe les communistes espagnols en 1942, d'abord les cadres du parti en zone occupée au printemps, puis les combattants à l'automne, notamment dans le sud-ouest.

57. Sa présence sous le nom d'Antonio Moreno semble confirmée par G. Garcia et I. Matas, *La Mémoire retrouvée des républicains espagnols*, op. cit., p. 189.

Garcia. Il y a suivi son chef Michel Herr, venu infiltrer le réseau Jean-Marie Buckmaster bien implanté dans l'Aillantais, pour en récupérer les armes. Il est arrêté le 8 octobre 1943, dans la maison d'Irène Chiot à Épizy près de Joigny, puis est déporté à Buchenwald, un parcours relaté dans son livre *Le Grand Voyage* (1963).

***La recherche du contact : groupes sédentaires
et organisations***

L'arrestation est sans doute la principale crainte des réfugiés, malheureusement habitués à l'internement. Elle explique sans doute ce réflexe de dissimulation qui les a conduits à un engagement dans la Résistance. Après un long parcours et une grande mobilité d'un département à l'autre et d'une commune à l'autre, nombreux sont ceux qui échappent au contrôle administratif et intègrent un groupe de résistants à

l'image de François Gallart Caballe (fig. 5)⁵⁸.

58. Actions de parachutages et transport de d'armes dans le groupe de sécurité du parachutage des Brûleries le 23 juillet 1944 (Saint-Aubin-Châteauneuf) pour le maquis de Merry-Vaux de l'ONM, et début août pour le parachutage des Vacheries. D'après des documents (dossier CVR) transmis à l'ARORY par François Gallart.

Fig. 5 - D'une clandestinité à l'autre, François Gallart Caballe



Interné au camp d'Argelès en février 1939 puis affecté en septembre aux Ateliers de chargement de Saint-Florentin dans la 209^e CTE, François Gallart est arrêté à Courson-les-Carrières le 14 juin 1940 par les Allemands, qui le placent d'abord au camp de récupération de Clamecy (Nièvre), puis lui font déblayer, avec d'autres Espagnols, les gravats des bombardements d'Auxerre. Fin septembre 1940, il s'évade et se réfugie dans une ferme à Lichères-sur-Yonne, où il retrouve le contact avec ses compatriotes. Il travaille comme bûcheron à Châtel-Censoir, chez M. Ferrand, puis, craignant les recherches allemandes, rejoint d'autres réfugiés à Mézilles en août 1943. En septembre 1943, à la réception d'une convocation de la *Feldkommandantur* d'Auxerre envoyée à la mairie de Mézilles (dont le maire est Gaston Roulet), il entre au groupe sédentaire de Grandchamp, puis au maquis de l'Étang neuf (aux côtés de Robert Moreau, Louis Cotin et Martial Delamour). Il y prend part à plusieurs actions de parachutages et de transport d'armes. Au total, mobilité et clandestinité lui ont permis d'échapper aux recherches et l'ont conduit sur le chemin de la Résistance.

Exposition MHRE 89 et ARORY-F. Gand, novembre 2010

Dans ces parcours clandestins, le réfugié active un réseau de solidarités familiales et communautaires qui lui permet ensuite de trouver la liaison avec le groupe sédentaire local d'une organisation résistante. Ainsi, soucieux de se soustraire au STO, François Solano trouve-t-il en 1943 le contact avec le mouvement Résistance depuis sa cabane forestière de

Mézilles. Il devient « Raymond Jaquet » et diffuse des tracts, se cachant dans une planque à Étais-la-Sauvin. Il fait désormais partie d'un petit groupe sédentaire et attend les ordres du responsable André Cagnat. Le petit groupe d'Espagnols glisse progressivement vers l'action résistante, et devient à Saint-Sauveur un groupe sédentaire du National Maquis 3 (Fig. 6).

Une situation identique se dessine dans une moindre mesure à Châtel-Censoir, où, sous la direction d'André Guillemain, fonctionne un groupe de sédentaires de Libération-Nord⁵⁹ lié au maquis du Loup. En 1943, Gregorio Trave y est d'abord agent de renseignement et de soutien, puis participe en 1944 à des sabotages (écluse et presse à fourrage) et à des opérations de sauvetage (de l'épouse d'A. Guillemain et de résistants). Son compatriote Pedro Casal, toujours plus audacieux, assure d'abord l'hébergement des maquisards, avant d'opérer des liaisons d'hommes et de matériel entre Châtel-Censoir et la Nièvre, entre le groupe Picardie et le maquis du Loup.

Fig. 6 - Le groupe sédentaire « espagnol » du National Maquis 3 de Saint-Sauveur, 1943-44



Les Espagnols Esteban Larroy et Francisco Solano sont cousins et se connaissent depuis l'Aragon. Après des périples fort éloignés durant les premières années de l'Occupation, ils se retrouvent dans la Résistance au sein du groupe de Saint-Sauveur, soutien du National Maquis. E. Larroy a connu plusieurs camps d'internement, les CTE et les GTE (Compagnies, puis

59. Voir Cédérom *La Résistance dans l'Yonne*.

Groupements de Travailleurs Etrangers) avant d'être embauché dans une ferme à Batsère (Hautes-Pyrénées). Récupéré au début de 1943 par l'organisation Todt, il est affecté à la base sous-marine de Saint-Nazaire, dont il s'évade pour rejoindre Saint-Sauveur où il sait qu'il retrouvera son compatriote F. Solano.

Ce groupe sédentaire de Saint-Sauveur, une originalité de la résistance icaunaise, regroupe les sédentaires Andrès Ramentol, José Gomez et Candido Pedroche, qui rejoignent au cours des parachutages les membres du maquis 3 du National Maquis Gonzalo Moreno, José Areces (dit Pepito) et F. Solano.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010 d'après coll. MHRE 89

D'autres réfugiés semblent se retrouver par affinité avant d'entrer en Résistance, probablement entre la fin de l'année 1943 et le début de l'année 1944. Cette tendance est visible pour les groupes sédentaires du Front national du sud de l'Yonne. Armando Garriga, Luis Santos et Angel Ciudad intègrent le groupe du bois de la Madeleine entre Vézelay et Asquins, et sabotent les lignes téléphoniques avec Roland Forgeard. À Montillot, un groupe parallèle réunit Antonio Garcia, Francisco Torres, Sébastien Martinez, Manuel Diaz et Diego Marcos. À Mailly-la-Ville, s'organisent les frères Philibert et Mathias Garzón⁶⁰, le bûcheron Aurélio Marty, Jacky De Sousa, et les frères Juan et Antonio Gallego⁶¹.

À partir de 1943 plusieurs réfugiés – une quinzaine de cas est attestée⁶² – s'engagent dans les organisations de Résistance, non sans quelques cas de multi-appartenance⁶³. Dans le Jovinien, l'organisation Bayard du commandant Paul Herbin est rejointe en mars 1943 par José Franca, qui transporte des armes et réalise des sabotages à Joigny, Saint-Julien-du Saut et Villeneuve-sur-Yonne. Diego Alcantara Molina, qui l'intègre en septembre 1943, distribue le journal *Libération* et est blessé au maquis Bayard, peut-être au sein du Corps franc des frères Caselli.

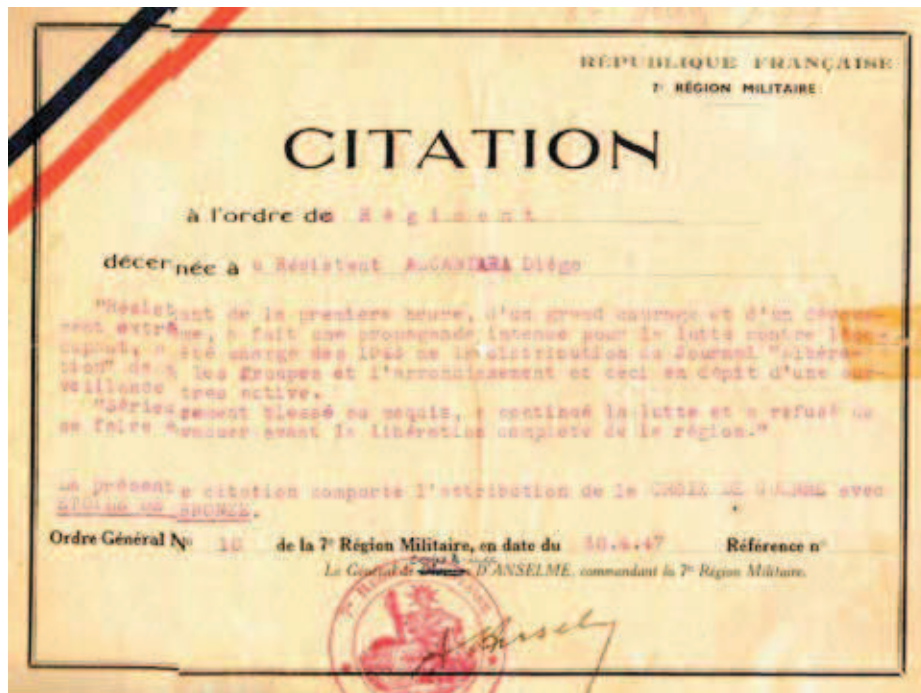
60.. Immigrés espagnols et non réfugiés.

61.. Plusieurs des noms apparaissant dans ce paragraphe m'ont été fournis par Roland Forgeard lors d'un entretien en 2010.

62.. Le décompte des résistants espagnols est délicat, car ils n'ont pas toujours validé leur appartenance aux organisations après la guerre. Déchirés entre le désir de regagner l'Espagne et celui d'engager une procédure de naturalisation, ils sont restés très méfiants à l'égard d'une administration française qui les considérait parfois encore comme des indésirables, une méfiance aggravée par le climat de guerre froide qui redonnait du poids aux franquistes.

63.. Comme pour Antonio Garcia Martin ou Diego Alcantara, d'abord membre du Front national de Joigny en février 1943, puis de l'organisation Bayard à l'été suivant.

Fig. 7 - Citation de Diego ALCANTARA MOLINA



Exposition MHRE 89 et ARORY- F.Gand, novembre 2010, d'après Coll. Privée

Quelques réfugiés se retrouvent dans l'organisation Résistance, comme

Antonio Garcia Martin, José Farré Ségarra, ou encore François Solano,

qui est en relation avec Madame Baudon et l'abbé Bouillé, les responsables

locaux du mouvement Résistance.

Fig. 8 - José Farré Ségarra, depuis Résistance jusqu'au maquis de la Souille



José Farré Ségarra, travaille d'abord à la CTE de Bailly, puis est convoqué à l'organisation Todt. Il s'évade pour revenir à Charentenay et s'engager dans l'organisation Résistance avant d'intégrer le maquis de la Souille.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après coll. MHRE 89

L'entrée en résistance est alors facilitée par le contact avec un compatriote qui rassure. Ainsi Constantino Simo, de Villeneuve-la-Guyard, s'engage-t-il lorsque José Joya, un membre du Front national à Gron avec lequel il a émigré, le met en relation avec les FTP. Plus tard, et alors que Constantino Simo est devenu chef du maquis Paul Bert, c'est au tour de Basilio Molina Alonso, maçon à Fouchères, d'être rassuré par le commandement de son compatriote et d'intégrer son maquis. Blessé le 18 août 44 dans un affrontement avec les Allemands au carrefour d'Étigny-Véron, il est hospitalisé à Joigny, mais tient, une fois remis, à rejoindre son chef au 2^e bataillon du 4^e régiment d'infanterie en novembre 1944.

L'année 1944 est celle de l'afflux massif des réfugiés vers les maquis avec une montée en puissance progressive jusqu'au pic de l'été, comme pour les résistants français. À l'été 1944, Les Espagnols comptent plusieurs éléments au sein des compagnies FTP Paul Bert et Rouget de l'Isle (2^e) au nord du département et, dans la moitié sud, dans les rangs des maquis FTP Colbert et Vauban, et dans ceux des compagnies FTP Pierre Dumont

et La Marseillaise. D'autres rallient le Service National Maquis dans les maquis Dufour, maquis 3 et maquis 4 (dit de la Souille), sans oublier les maquis nivernais du Loup et Camille⁶⁴. Il arrive qu'il n'y ait qu'un seul Espagnol dans l'effectif, comme au maquis Jean-Marie Buckmaster de l'Étang-neuf, ou au maquis FTP Vauban. Ainsi, maquisard de ce dernier, Santiago Lozano Alloza⁶⁵, d'abord membre du Front National de Saint-Léger-Vauban, fait quelques liaisons avec le maquis Camille. En revanche Godofredo Villa Fernandez de Pacy-sur-Armançon, qui en était proche, ne peut le rejoindre, et se retrouve finalement au régiment Verneuil aux Îles Ménéfrier. Il y participe aux violents combats de la Libération au sein du groupe Cormeau de la 1^{re} compagnie⁶⁶.

La surreprésentation des réfugiés dans les maquis FTP s'explique sans doute par une double convergence dans la moitié sud du département : la présence importante des forêts et des coupes de bois (voir fig. 1) où les réfugiés travaillent plus ou moins clandestinement, et le réseau très dense des maquis FTP icaunais qui s'adapte à cette réalité forestière. À moins que les FTP-MOI, ou plus simplement la propagande communiste aient mieux convaincu les réfugiés antifascistes. Mais il est plus raisonnable de penser à la prééminence de l'environnement local. Les Espagnols ne sont d'ailleurs pas absents des maquis affiliés à Libération Nord ou au National Maquis.

Y a-t-il une originalité des Espagnols dans la Résistance icaunaise ?

Le terme de spécificité conviendrait mieux pour désigner quelques traits particuliers de ces réfugiés, et qui sont probablement communs à d'autres départements.

64. Leur affiliation est plus problématique. Le Loup, fondé par Georges Moreau, se rattache à Libération-Nord et à l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA). Le maquis Camille, fondé par Paul Bernard (Camille) et Jean Longhi, travaille avec les autres organisations de résistance, notamment le Service National Maquis, dont Longhi devient le responsable pour la Nièvre, recevant à l'été 1944 les missions alliées SAS et Jedburgh.

65. Sans doute rejoint dans les derniers jours de la Libération par Valeriano Palencia et Francisco Doblado.

66. Godefroy Villa, *La Valse après les bombes*, Précý-sous-Thil, Éditions de l'Armançon, 2009.

L'imaginaire du guérillero

Certains Espagnols ont marqué la mémoire par leur courage au feu. L'imaginaire de la guerre d'Espagne et la recherche de l'expérience militaire de ses combattants n'y sont certes pas étrangers, mais plusieurs résistants espagnols se sont notamment illustrés dans l'Yonne. Certains sont déjà connus comme Constantino Simo et François Solano ; d'autres méritent de l'être davantage, comme Diego Marcos ou Domingo Bellavista.

Fig. 9 - Constantino Simo (« Castagne »), commandant la compagnie FTP Paul Bert

Ce républicain espagnol doit prendre le chemin de l'exil après la mort de son père au combat. Interné au camp du Vernet, il travaille dans l'Yonne de 1940 à 1943 comme ouvrier agricole ou bûcheron, notamment à Villeneuve-la-Guyard.

L'engagement dans la Résistance à la fin de 1943 est pour lui le prolongement de la guerre d'Espagne : « Pour moi, c'était un devoir. Je voyais de plus en plus que c'était la continuation de la République espagnole. Pour moi c'était un dû sur la mort de mon père ».

En mars 1944, il gagne le maquis Bourgogne d'Henri Mittay à la Grange-aux-Malades. Son expérience de la guerre d'Espagne, sa maturité (27 ans) et son autorité naturelle lui font prendre le commandement du maquis Paul Bert au début de juin 1944. Il devient alors « Castagne », un chef respecté de ses hommes. Il fait régner au maquis une discipline stricte et accueille les nombreux étrangers que lui envoie l'état-major FTP.

Il organise plusieurs sabotages de la voie ferrée PLM et conduit le déplacement de la compagnie Paul Bert en forêt d'Othe, essayant en chemin plusieurs embuscades allemandes.

Après la Libération, le commandant de la 7e région militaire lui propose de devenir capitaine à titre étranger : il prend alors le commandement du 2e bataillon du 4e Régiment d'Infanterie, qu'il conduit à la frontière suisse, puis à l'occupation du Palatinat à l'automne 1945.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après Cédérom, *La Résistance dans l'Yonne*, 2004.



Fig. 10 - François Solano, artilleur au bazooka du maquis 3



Rappelé de sa planque d'Étais-la Sauvin, F. Solano participe en avril 1944 à la naissance du maquis 3 (Service National Maquis) dans le bois des Vrines près de Saint-Sauveur, sous le commandement d'André Cagnat. Réinstallé à La Gaillarderie, un hameau d'Étais-la-Sauvin, F. Solano reçoit une formation de tireur au bazooka qui lui permettra de s'illustrer dans les nombreuses opérations militaires de l'été 1944 : destruction du tunnel ferroviaire de Lézennes (7 Juin), combat du Bois blanc (3 juillet) et combat de Boutissaint (8 août).

Au retour du sabotage de Lézennes et après une liaison avec le maquis Vauban, il se retrouve engagé dans les combats de Villiers-la-Grange où il protège le décrochage de ses hommes. Devenu chef de groupe, il fait preuve au Bois blanc d'un sang froid salutaire pour sa section.

F. Solano et son groupe à proximité de Ronchères, peu après la Libération. C'est « Tatave » Gustave Chabin, son servent, qui porte le bazooka.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après Coll. Privée.

Diego Marcos, de Montillot, devient membre du maquis nivernais Le Loup (groupe Georges Moreau) durant l'hiver 1943-44, et multiplie les sabotages au plastique dans la région comprise entre Montillot et Coulanges-sur-Yonne, s'attaquant aux écluses ou aux trains réquisitionnés

par l'armée allemande⁶⁷, avant de s'illustrer le 24 août 1944 contre les convois allemands lors de la libération de Vézelay⁶⁸. Son compatriote Domingo Bellavista n'est pas en reste.

Fig. 11 - Domingo Bellavista, combattant de la compagnie Pierre Dumont



D. Bellavista s'illustre au cours de nombreuses opérations de sabotage, parachutages et coups de main. En novembre 1943, il participe au parachutage de la côte des Barats (Coulangeron) et y récupère des armes. En Avril 1944, il neutralise une citerne (3 000 litres d'essence) sous escorte allemande, et détruit les dossiers de STO d'une quinzaine de communes autour de Toucy. En juillet, il utilise son expérience de la guerre d'Espagne pour repousser l'attaque allemande de son détachement dans le bois du Brandon. Lors des engagements de la Libération, il conduit des embuscades, capture des soldats allemands à Toucy, et se rend maître d'une pièce d'artillerie (canon anti-aérien) au-dessus de Sauilly.

Exposition MHRE 89 et ARORY- F. Gand, novembre 2010, d'après Coll. MHRE 89

Ces « guérilleros » ne doivent pourtant pas occulter la résistance moins spectaculaire des agents de liaison, comme Victor Mendoza

67. Sabotage des écluses à Châtel-Censoir et destruction en gare de Coulanges-sur-Yonne, le 9 mars 1944, de 20 wagons de paille. Cf T. Christophe, *Jeannette Colas : une employée des postes résistante à Clamecy*, Mémoire de maîtrise, université de Dijon, 1996, p. 77.

68. Il fait également partie, avec Pedro Casal, du groupe missionné par Georges Moreau (Le Loup) pour récupérer A. Daprey, A. Guillemain et M. Piffaut juste après leur évasion de la prison d'Auxerre le 2 août 1944. Mais victimes de deux accrochages avec les Allemands, ils arrivent en retard au rendez-vous. Voir Cédérom, *La Résistance dans l'Yonne*.

pour le réseau Jean-Marie Buckmaster, ou des agents de renseignement comme Fernando Vivancos, recruté par Robert Peret en juin 1944 pour le National Maquis Bourgogne, qui utilise ses compétences d'armurier dans la réparation et la distribution d'armes. Le Sénonais José Joya, maquisard de la Compagnie Pierre Semard, est quant à lui chargé de l'hébergement et de la réalisation de faux papiers, avant d'être arrêté par les Allemands au cours d'une liaison le 18 mai 1944 à Gron.

Enfin, ces Espagnols ont tous connu l'exclusion avant d'entrer en Résistance. Plusieurs réfugiés ont eu un parcours spectaculaire, similaire à ceux de D. Bellavista ou d'E. Larroy, qui les a menés des camps du sud et des chantiers de l'organisation Todt à la coupe en forêt, et enfin au maquis. L'entrée dans une organisation s'est faite sans rupture profonde. D'autres, plus chanceux, n'ont pas connu cette « clandestinité de survie », et ont pu, comme C. Simo, bénéficier d'un employeur stable et d'un contrat de travail reconductible. Mais toujours exposés, ces Espagnols n'ont cessé de raviver leurs solidarités communautaires. Facilement identifiables par leur langue et fragilisés par leur méconnaissance du français, ils n'ont pas manqué l'occasion qui leur a été donnée de résister lorsque se sont développés dans le département les organisations, et leur discours sur la libération et la lutte antifasciste. Cette libération devait être aussi la leur, tout comme la lutte contre le nazisme devait se poursuivre par celle contre le franquisme. Les solidarités nationales et résistantes se sont rejointes. À l'été 1944, pour nombre de réfugiés, les combats de la Libération préfigurent celle de l'Espagne. Selon le témoignage de Roland Forgeard, maquisard du Colbert présent à Auxerre dans les semaines suivant la libération, deux camions de maquisards FTP espagnols en sont partis pour l'Espagne sous les ovations d'une foule enthousiaste et avec la bénédiction de René Millereau, futur commandant du 1^{er} bataillon du Morvan. De la même façon, Fidel Alonso, entré en juin 1944 au maquis Camille, gagne une unité de groupement de guérilleros à Toulouse. D'autres, après un premier engagement dans les unités de volontaires de la 1^{re} armée française⁶⁹, semblent se réorienter vers les Forces espagnoles de guérilleros, comme José Franca, qui quitte en novembre 1944 le 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne pour rejoindre une formation espagnole à Toulouse.

69. 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne, 1^{er} bataillon du Morvan et Compagnie Ferry : ces hommes poursuivent le combat contre l'Allemagne jusqu'à la fin de la guerre.

Le poids réel des résistants espagnols

Parlant des résistants espagnols dans ses *Mémoires*, Robert Loffroy évoque leur nombre « très limité : quatre ou cinq au maximum, dans quelques maquis, le Vauban, le Colbert ou le Pierre Dumont ». L'ancien du maquis Colbert, Roland Forgeard estime pour sa part qu'ils étaient une vingtaine rien que dans son maquis⁷⁰. En l'absence de recherches historiques, leur nombre a été sous-estimé. Sur les quelque quatre-vingts noms répertoriés aujourd'hui, il faut peut-être n'en retenir qu'une cinquantaine (voir liste en annexe), compte tenu des immigrés espagnols et de quelques patronymes faussement hispaniques, mais leur poids reste relativement important au regard du nombre des autres résistants⁷¹.

D'ailleurs, comment ne pas comptabiliser les immigrés espagnols aux côtés des républicains espagnols ? Leur condition d'immigrés ne les rend certes pas nécessairement solidaires des réfugiés, mais quelques-uns d'entre eux en sont très proches, autant par parenté que par conviction politique⁷². Certains de ces immigrés sont nés et ont vécu en Espagne avant d'arriver dans l'Yonne, comme Félix Del Peso, qui a 24 ans en 1940, et dont les plus jeunes frères et sœurs naissent ensuite en France. Les plus jeunes ont d'ailleurs des parents espagnols et baignent dans un milieu hispanisant, à l'image des frères Diego, dont le plus jeune, Marcel, est né en France, et le plus âgé, Séverin dit « sanglier », en Espagne. Marcel, maquisard de la 2^e compagnie Rouget de l'Isle, est tué lors du combat du Clos Aubry (les Bordes) le 16 juillet 1944 à l'âge de 19 ans, tandis que son aîné de sept ans rejoint cette même compagnie le 7 juillet 1944, et s'illustre lors de la libération de Tonnerre⁷³. C'est peut-être aussi le cas d'Antonio Gonzalez, commis de culture à Paroy-sur-Tholon, agent de renseignement à 19 ans au réseau Jean-Marie Buckmaster, qui ne survivra pas après son retour de déportation.

70. Entretien, novembre 2010.

71. D'après Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols*, *op.cit.*, les unités de guérilleros s'élèvent en France à 10 000 hommes à la fin août 1944, mais sont surtout concentrées dans le sud-ouest.

72. Voir la mise au point de G. Dreyfus-Armand à propos des Espagnols figurant dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 34, 1994, p. 10-13.

73. Il participe aux parachutages et transports d'armes en forêt d'Othe et dans le Florentinois, aux opérations de la libération et notamment au combat de Tonnerre, où il est fait prisonnier les armes à la main le 26 août, avant de réussir à s'échapper de la carrière où il devait être fusillé.

L'engagement espagnol ne s'est pas arrêté à la Libération, et certains sont allés combattre au sein des unités de volontaires en Alsace et en Allemagne, comme Victor Mendoza, engagé au 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne, et blessé au combat de Michelbach en décembre 1944.

Ces sacrifices ultérieurs consentis par la communauté espagnole au nom de la France conduisirent celle-ci à durcir sa position à l'égard de l'Espagne franquiste dans les années d'après guerre⁷⁴.

L'étude des Espagnols dans la Résistance se soustrait difficilement à certains obstacles, à commencer par le terme écran d'« Espagnol », qui ne distingue pas entre l'immigré et le réfugié, et oblitère les noms des individus comme en témoignent les représentations des Français et des résistants de l'époque. Un document administratif versé dans le dossier du procès Grégoire identifie ainsi tous les membres du groupe FTP Minard, à l'exception de « deux Espagnols »⁷⁵. Dans leurs souvenirs, les résistants perçoivent d'abord les réfugiés comme des étrangers, peut-être du fait de la langue. Ainsi Robert Loffroy se rappelle de « l'éphémère maquis de Cudot [qui] comptait cinq antifascistes espagnols ». Yoland Coilly et Robert Albertelli évoquent un certain « Jo » lors du combat de Pontaubert d'août 1944 : « À côté de nous, il y avait un Espagnol qui avait fait les Brigades internationales, un nommé Jo. Je n'ai jamais su son nom. On ne l'avait pas vu avant et on ne l'a jamais revu après⁷⁶. » Guy Garoche, du maquis Colbert, se souvient quant à lui d'un nommé Francisco⁷⁷.

Les réfugiés eux-mêmes, dans un souci de protection, ont parfois brouillé les pistes, en donnant à l'administration française (ou allemande) le nom de leur mère ou leurs prénoms usuels. La recherche est d'autant plus difficile quand existe un risque de confusion par homonymie. Ainsi Basilio Molina Alonzo se fait-il appeler José Garcia Molina sur l'attestation d'embauche de son employeur André Constant (fig. 2). Quant au nom Juan Gomez, il désigne au moins deux, voire trois personnes différentes. Sans

74. Après une première condamnation de l'Espagne franquiste par l'ONU (résolution de 1946 annulée en 1950), soutenue par la France, celle-ci rétablit ses relations diplomatiques avec elle en janvier 1951 dans le contexte de guerre froide.

75. Daté de juin 1944, et qui n'a pas été exploité par la police : « Larrivé et la veuve Minard, deux fils Froissart (Jean et André), Heckmann, Bigeard, Guillot ». AD Yonne 6 W 25470.

76. R. Loffroy, *op.cit.*, et témoignage R. Albertelli et Y. Coilly, cité dans la fiche *Les Combats pour la défense d'Avallon (5)* in Cédérom *La Résistance dans l'Yonne*.

77. Probablement Francisco Salado Aguado de Précy-le-Sec, selon sa fille Christiane Moreno. Cf G. Garoche, *Bille en tête*, Les Sables d'Olonne, Éd. Pinson, 1997.

parler des noms dont on ne sait ni s'ils renvoient à des immigrés, ni s'ils sont bien hispaniques⁷⁸.

Le silence des sources et la rareté des témoignages constituent d'autres écueils. Certaines zones d'ombre subsistent sur les divisions éventuelles d'une communauté facilement réunie sous le vocable d'espagnole, sur l'engagement politique des réfugiés, sur leurs liens avec les organisations de Résistance, sur leurs relations avec les chantiers Todt, sans oublier les réquisitions et la déportation.

Au total, la connaissance des réfugiés espagnols dans l'Yonne s'est améliorée, mais reste partielle. L'engagement s'est globalement fait par antifascisme et plutôt tardivement compte tenu de la situation qui était faite aux réfugiés. Ainsi la figure de Constantino Simo est-elle emblématique. Ne s'engage-t-il pas seulement à la fin de 1943, affirmant qu'à côté de « la dictature fasciste de Franco, l'occupation allemande [...] semblait peu de chose⁷⁹ » ?

D'autres pistes de recherche sont à explorer, à commencer peut-être par celle du déporté politique Venancio Navarro Rebello, incorporé dans l'armée à Perpignan en 1939, et résidant à Champs après la guerre. Capturé à Dunkerque, il fut déporté au stalag B XVII, avant de faire partie du groupe de résistance de Mauthausen.

Il nous reste à espérer que cette étude déjà enrichie par de multiples témoignages⁸⁰ se prolongera dans un avenir proche grâce à de nouveaux apports.

Liste provisoire des républicains espagnols ayant participé à la Résistance dans l'Yonne (y compris quelques immigrés)

	Commune	Organisation ou groupe proche de celle-ci	Maquis ou unité Déportation
ALCANTARA MOLINA Diego	Joigny	Bayard	Corps franc des frères Caselli ?
ALONSO Fidel	Nièvre ?		Maquis nivernais Camille Forces espagnoles de Guerilleros
ARECES José (Pepito)	Saint-Sauveur	Résistance	National Maquis 3

78. D'où des erreurs inévitables dans la liste que l'on trouvera en annexe.

79. In Cédérom ARORY, *La Résistance dans l'Yonne*, 2004.

80. Collectés par MHRE 89 dans le cadre du colloque.